

BREF HISTORIQUE DU MOUVEMENT COMMUNISTE LIBERTAIRE EN FRANCE

Délibérément courts et non exhaustifs,
les *cahiers de formation*
d'Alternative libertaire
servent en premier lieu à donner
quelques points de repère fondamentaux.
Ils ne sont qu'un premier pas,
une invitation à approfondir
par soi-même les sujets abordés.
Les *Cahiers* s'insèrent dans un cycle
de formation qui abordera
les thèmes suivants :

- * Le mouvement communiste
libertaire et de l'AL
- * Qu'est-ce que le capitalisme ?
- * L'emploi, la classe ouvrière aujourd'hui
- * La lutte pour les droits sociaux
- * Qu'est-ce qu'une politique
de « front social » ?
- * L'Autogestion, c'est quoi ?
- * Le féminisme, c'est quoi ?
 - * La question syndicale
- * Maîtriser l'expression publique

remarques et corrections à adresser à :
formation@alternativelibertaire.org

cahier de formation n°3

★ strictement interne à l'organisation ★



OCTOBRE 2005

Brève histoire du mouvement communiste libertaire en France

1. Les premiers théoriciens (1848-1864)

Dans l'Europe des années 1850, encore ébranlée par la tourmente révolutionnaire de l'après-1789, en pleine révolution industrielle, il ne faut pas s'imaginer qu'il existe des doctrines socialistes aussi claires et délimitées qu'à notre époque. Le mouvement ouvrier naissant est influencé par de multiples courants de pensée dont les frontières sont plus que floues : les références vont tant au christianisme, qu'aux philosophes des Lumières, aux « socialistes utopiques », à une « République » idéalisée, aux sans-culottes de 1793... Ces références, en France, marquent aussi bien la révolution de 1830 que celle de février 1848, et vont mener le mouvement ouvrier à l'impasse. Car dans les deux cas, c'est la classe ouvrière qui, physiquement, a fait la révolution. Mais à chaque fois, elle ne l'a fait que pour porter une nouvelle fraction de la bourgeoisie au pouvoir. Les insurrections ouvrières à caractère social, elles, (les canuts lyonnais en 1834, les journées de juin 1848...) ont chaque fois été écrasées dans le sang.

Pour permettre au mouvement ouvrier d'ouvrir les yeux, il fallait le doter d'une politique nouvelle, dégagée de l'idéalisme ou de l'exaltation « républicaine » et patriotique. Une politique qui surtout établisse une stricte indépendance politique de la classe ouvrière par rapport à la bourgeoisie. Cette nouvelle politique, ce sera le socialisme, et il reviendra à une génération de jeunes révolutionnaires éprouvés par 1848 de la définir. Ils ont pour nom **Auguste Blanqui** (1805-1881), **Karl Marx** (1818-1883) ou encore **Pierre-Joseph Proudhon** (1809-1865), et leurs théories – très différentes – vont marquer le mouvement ouvrier des décennies suivantes.

Vingt-trois ans après 1848, la Commune de Paris (mars-mai 1871) va confirmer leur intuition : cette fois la classe ouvrière s'empare du pouvoir et le garde pour elle. Marx est à peu près ignoré en France, mais les idées de Blanqui et de Proudhon auront beaucoup d'influence sur la Commune.

De Proudhon, on peut dire qu'il est le tout premier théoricien anarchiste (« *an-archiste* » comme il l'écrit lui-même). Ouvrier autodidacte, polémiste redoutable, il développe ses idées dans des pamphlets où il s'attaque aux autres penseurs socialistes. Marx, qui le fréquente à Paris, saluera en lui le seul socialiste français dégagé du christianisme social et des influences mystiques. Il voit en lui un des pères du « socialisme scientifique », en opposition aux « socialistes utopiques » qui imaginaient des sociétés égalitaires reposant sur la bonne volonté de leurs habitant(e)s. Proudhon aura une influence considérable sur le mouvement ouvrier français, jusqu'à l'époque de la CGT, fondée trente ans après sa mort. On peut lui reconnaître d'avoir le premier théorisé l'autogestion et le fédéralisme. Son socialisme est également marqué par une approche très concrète du rapport au travail, qui par exemple échappait à des militants issus de la bourgeoisie, comme Marx et Engels.

En 1848 Proudhon rencontre donc Karl Marx, mais aussi **Michel Bakounine** (1814-1876), un aventurier russe d'origine aristocratique. Contrairement à Proudhon, assez « sage » dans sa pratique, Bakounine est un barricadier. Il participera à la révolution de 1848 à Berlin, puis à la Commune de Lyon en 1871. Il va considérablement « gauchir » la doctrine proudhonienne, en articulant la pensée sociale de Proudhon à une pratique révolutionnaire.

Bakounine impulse à partir de 1864 la construction de plusieurs sociétés secrètes (à l'époque la répression est totale), prototypes d'organisations révolutionnaires anarchistes. La première fut baptisée « Fraternité internationale révolutionnaire » ou « Alliance des frères internationaux ». À travers elle, Bakounine ne visait à unir qu'une centaine de « *Frères internationaux* » « *dévoués, énergiques, intelligents, et surtout amis sincères et non ambitieux, ni vaniteux, du peuple, capables de servir d'intermédiaires entre l'idée révolutionnaire et les instincts populaires* ». Une sorte d'« état-major invisible » pour « inspirer » le peuple dans la révolution et la construction du socialisme. Cependant, expliqua bien plus tard, en 1905, un de ses membres, James Guillaume, l'Alliance était très différente des anciennes sociétés secrètes, avec leurs solennité et leurs rites mystérieux, « *où il fallait obéir à des ordres venus d'en haut* ». Les « Frères » révolutionnaires correspondaient entre eux et se mettaient au point sur la conduite à suivre concernant tel ou tel sujet.

2. La Première Internationale et ses scissions (1864-1877)

En 1868, l'Alliance bakouninienne adhère à l'Association internationale des travailleurs (AIT, dite « Première Internationale », fondée en 1864). L'AIT est la première organisation ouvrière internationale de masse puisqu'à son apogée elle compta formellement jusqu'à 2 millions d'affiliés dont 1,2 million en Europe. Son identité est loin d'être figée : alors que les organisations ouvrières en sont à leurs balbutiements, l'Internationale accueille aussi bien des adhérents individuels, des formations politiques, des syndicats et groupements parasyndicaux, et même des coopératives ouvrières...

En tout cas, l'AIT est une formidable matrice idéologique. En son sein, le débat d'idées est intense et, au congrès de Bâle (1869), Marx, Bakounine et Auguste Blanqui font front commun pour faire adopter une orientation révolutionnaire et mettre en minorité la tendance « mutualiste », qui ne veut pas remettre en cause la propriété privée. Par la suite, l'opposition ne va pas cesser de grandir entre les deux principales tendances révolutionnaires : d'un côté Karl Marx (1818-1883) et ses amis, de l'autre Bakounine et ses « alliés ». Les frontières entre les deux sont parfois floues mais, rapidement, leurs théories respectives vont se préciser et devenir incompatibles.

Bien que Bakounine ait été un admirateur de la pensée de Marx (il a traduit en russe les premiers volumes du *Capital*) et que Marx lui-même ait côtoyé Bakounine en 1848, l'opposition entre leurs théories et pratiques politiques va devenir de plus en plus aiguë... et virulente. À tel point que Marx et Engels, utilisant leur position au conseil général (la « direction » de l'AIT)

vont tenter un putsch, et excluent Bakounine et ses alliés à l'occasion du congrès de 1872 où ils bénéficient d'une majorité de circonstance (la majorité des fédérations nationales, et Bakounine lui-même, n'ont pu s'y déplacer).

Mais le putsch échoue : la majorité des fédérations désavouent l'opération après coup. Il y a donc deux AIT fin 1872 : l'AIT « autoritaire » et l'AIT « fédéraliste ». L'AIT de Marx et Engels, réduite à une ou deux sections nationales, s'effondre dès 1873. L'AIT fédéraliste, elle, regroupe la majorité des sections, et compte même des gens très proches des idées de Marx, mais excédés par ses méthodes, comme Jules Guesde ou Paul Brousse. Elle tiendra plusieurs congrès jusqu'en 1877. Se proclamant dès ses débuts « anti-autoritaire », elle ne se dote d'aucune structure de coordination permanente, traumatisée qu'elle a été par l'attitude dictatoriale du conseil général... En voulant éviter la répétition d'agissements bureaucratiques, l'AIT tombe dans l'excès inverse, nie le besoin de tout lien organisationnel sérieux, et la logique centrifuge va bientôt rompre sa cohésion. C'est la première mais pas la dernière fois qu'une telle erreur est commise. Cette assimilation entre « organisation » et « dictature » sera désormais une maladie chronique de l'anarchisme.

Entre 1873 et 1877, l'évolution vers le réformisme d'État des sections anglaise, belge, allemande et hollandaise rend la cohabitation impossible avec les sections qui refusent le parlementarisme (France, Suisse romande, Portugal, Italie, Espagne, États-Unis, Argentine...), et la scission est consommée au congrès de Gand en 1877. Le mouvement ouvrier occidental va très longtemps garder l'empreinte de ce « partage géographique » des zones d'influence entre socialisme autoritaire et socialisme anti-autoritaire.

2. Croissance et isolement du mouvement anarchiste (1876-1899)

En France, la scission puis la disparition de l'AIT va être le point de départ d'une clarification doctrinale, avec un fossé de plus en plus manifeste entre les anarchistes et le reste du mouvement socialiste.

Dans les années 1880 et 1890, les anarchistes sont encore considérés comme un des courants du socialisme. Quelques années après l'échec la Commune de Paris, suite à laquelle le mouvement ouvrier français a été « décapité », des congrès ouvriers réapparaissent. Ils accueillent les diverses tendances, mais de façon de plus en plus conflictuelle. La scission définitive au sein du mouvement socialiste interviendra en 1896, à Londres, où se tient un « Congrès international ouvrier socialiste et syndicaliste ». Les socialistes étatistes y font voter majoritairement une motion qui exige la reconnaissance et la nécessité de l'action législative et parlementaire, ce qui conduit à l'exclusion définitive des anarchistes et des socialistes antiparlementaires des futurs congrès.

Dès lors, les anarchistes s'efforcent de se distinguer du socialisme parlementaire – c'est l'époque où ils adoptent le drapeau noir, pour se distinguer du drapeau rouge par exemple. Le problème est que, au lieu de construire une organisation puissante comme s'efforcent de le faire les socialistes, les anarchistes restent dispersés et agissent de façon totalement éclatée. La croissance du mouvement libertaire se traduit donc par une dispersion des énergies et des combats, et une grande confusion. L'incapacité de s'organiser est travestie en choix politique : « on est contre toute organisation » parce qu'on est contre « l'autorité », on est contre la possibilité de prendre des décisions collectives, parce qu'on est contre « la dictature de la majorité sur la minorité », etc. Cette confusion va entraîner l'irruption dans le mouvement anarchiste des thèses individualistes.

Lecteurs de Max Stirner (1806-1856), les anarchistes individualistes sont des humanistes, défenseurs d'une philosophie de l'émancipation individuelle qui peut aller jusqu'à nier la lutte des classes. Max Stirner a, dans son ouvrage principal, *L'Unique et sa propriété*, écrit des passages très intéressants sur l'oppression de l'individu par la société. Il met un accent tout particulier sur le rôle de la pédagogie et de l'éducation pour émanciper l'individu, et ses théories ont nourri cette idée que l'émancipation ne tient pas qu'au renversement des rapports d'exploitation économique, mais également des rapports de domination culturels. C'est un élément non négligeable dans l'édifice théorique anarchiste, qui sera très en avance sur les questions des pédagogies nouvelles, de l'antimilitarisme et du féminisme par exemple.

Mais, trente ans après Max Stirner, l'anarchisme individualiste naît comme un courant parasite du mouvement anarchiste, dans la mesure où les individualistes se présenteront quasi systématiquement comme des doctrinaires exaltés, obsédés du culte de soi contre la « masse moutonnaire ». Ici, on est moins dans la politique que dans la posture rebelle, où « être anarchiste » compte davantage que changer la société. Le problème est qu'ils ne se contentent pas de « vivre leur Anarchie » dans leur coin : ils dépenseront beaucoup d'énergie, dans les décennies suivantes, à entraver les anarchistes qui veulent s'organiser.

Le mouvement anarchiste de ces années est donc constitué d'une foudrille de groupes qui apparaissent et disparaissent, isolés les uns des autres. Ce sont les titres de presse et les « personnalités » qui incarnent l'orientation du mouvement : l'hebdomadaire *La Révolution sociale* puis *Le Libertaire* avec Sébastien Faure et Louise Michel ; *La Révolte* puis *Les Temps nouveaux* avec Jean Grave ; *L'Anarchie* (de tendance individualiste) avec Albert Libertad et Mauricius ; *Le Père Peinard* (de tendance syndicaliste) avec Émile Pouget. Le corpus théorique, lui, sera le plus complètement défini, pour longtemps, par le scientifique Pierre Kropotkine (1842-1921).

Pendant la perspective de l'action de masse, le mouvement anarchiste se lance dans une fuite en avant qu'on pourrait qualifier a posteriori d'« ultra-gauche » : intransigeance de façade, verbalisme révolutionnaire et glorification du terrorisme censé abattre l'État. C'est la grande époque de la « propagande par le fait » : de nombreux anarchistes à travers l'Europe espèrent « éveiller la conscience des masses » en commettant des attentats contre tous les symboles de l'autorité : police, armée, gouvernants, Églises, etc. Plusieurs chefs d'État sont victimes d'attentats anarchistes : en Russie, en Allemagne, en Espagne, en Autriche-Hongrie, en France, aux États-Unis, en Italie... La presse libertaire encense généralement les martyrs de la Cause.

Mais les anarchistes s'aperçoivent au bout d'une dizaine d'années que cette forme d'action spectaculaire les isole de plus en plus de la classe ouvrière, qui y reste indifférente, et donne un prétexte à l'État pour exercer une répression impitoyable. D'autant que la mode « bombiste » dans les milieux anarchistes aura été l'occasion, pour le ministère de l'Intérieur, de monter aisément des provocations. À plusieurs reprises, tel ou tel « artificier » anarchiste s'est révélé être un agent provocateur, qui sera à l'origine de l'arrestation des camarades dont il avait armé le bras !

Aussi les anarchistes vont-ils progressivement se détourner du « bombisme », et, de plus en plus nombreux, tendre l'oreille à **Fernand Pelloutier** (1867-1901) qui en 1899 publie une *Lettre aux anarchistes*, les exhortant à s'engager résolument dans les syndicats.

3. L'anarchisme renaît au mouvement ouvrier (1899-1914)

Le mouvement syndical est alors en pleine croissance.

À l'époque, il y a deux « versants » du syndicalisme : d'un côté, la Fédération nationale des syndicats (FNS), qui regroupe les syndicats sur une base professionnelle (« syndicat des métalliers et ferblantiers », fédération des Cheminots, fédération du Livre...). Plutôt réformiste et corpo, elle est dominée par les marxistes du Parti ouvrier français (POF) de Jules Guesde.

D'un autre côté, il y a la Fédération des bourses du travail. Les bourses du travail regroupent les syndicats sur une base géographique (bourse du travail d'Orléans, de Montpellier, de Paris...). Plutôt révolutionnaire, elle est dominée par les libertaires, avec Fernand Pelloutier pour secrétaire général. En 1895, la FNS impulse la création de la Confédération générale du travail (CGT), qui confédère des fédérations professionnelles. En 1902, la Fédération des bourses intègre la CGT, donnant naissance à la structuration fondamentale de la CGT : une structuration verticale (les fédérations professionnelles) et une structuration horizontale (les unions départementales et les unions locales, autour des bourses du travail).

Suite à cette fusion, les libertaires vont rapidement dominer la CGT, jusqu'en 1914, avec des hommes comme **Émile Pouget** (1860-1931), Georges Yvetot, Amédée Dunois, **Pierre Monatte** (1881-1960)...

Le syndicaliste, c'est alors la nouvelle figure du militant anarchiste, qui va progressivement supplanter les icônes barricadières issues de la Commune, comme la vénérée **Louise Michel** (1830-1905).

Il faut à ce sujet évoquer un grand débat qui agite les milieux syndicalistes de l'époque : pour ou contre la « grève générale » ? Les libertaires, avec Pelloutier, en furent les ardents défenseurs, y voyant le couronnement de l'action directe quotidienne et une conception moderne de la révolution. Les réformistes et marxistes y étaient opposés, affirmant que l'action parlementaire et électorale devait permettre la prise du pouvoir, les grèves étant une perte d'énergie nuisible à cet objectif. Mais le succès du concept de grève générale dans les milieux syndicalistes obligera bientôt les militants socialistes à cesser de s'y opposer, et à intégrer cette notion dans leur discours.

L'anarchisme a considérablement influencé le syndicalisme, et réciproquement. D'un mouvement anarchiste à la dérive, se repliant sur lui-même, gangrené par les cercles individualistes, dans une impasse avec ses attentats sans lendemain, on va assister à une véritable régénération du mouvement, et à sa réimplantation massive dans la classe ouvrière, accouchant d'une nouvelle pratique : le **syndicalisme révolutionnaire, synthèse vivante de l'anarchisme et du syndicalisme**. Sa variante plus précisément libertaire, l'anarcho-syndicalisme, fera fortune en Espagne et en Argentine. L'anarchiste **Amédée Dunois** (1878-1945) en fait en ces termes la promotion : « *le syndicalisme révolutionnaire, c'est l'anarchisme, mais un anarchisme régénéré, rafraîchi au souffle de la pensée prolétarienne, un anarchisme réaliste et concret qui ne se satisfait plus comme l'ancien de négations ou d'affirmations abstraites, un anarchisme ouvrier qui confie à la classe ouvrière, fortifiée par des années de luttes, et non aux seuls initiés, le souci de sa réalisation* » (article publié dans la revue *Pages libres*, 23 novembre 1907).

C'est sur les bases modernes du syndicalisme révolutionnaire que le mouvement libertaire français va connaître un nouvel essor. Non seulement il marque d'une forte empreinte la CGT, qui connaît alors son âge d'or, mais il connaît en plus une croissance importante de ses effectifs. La CGT considère alors le Parti socialiste comme un rival pour le *leadership* dans le mouvement ouvrier. Le ministère de l'Intérieur lui, considérant ses méthodes (action directe, antiparlementarisme...) estime que la CGT est un « *parti ouvrier anarchiste* » qui ne dit pas son nom.

Le mouvement socialiste anti-autoritaire sous ses différentes formes (libertaire, syndicaliste révolutionnaire ou anarcho-syndicaliste) devient le plus important courant socialiste au sein de la classe ouvrière, et ce jusqu'en 1914. C'est vrai pour la France, l'Espagne, l'Italie, les États-Unis et l'ensemble de l'Amérique latine. Mais même dans les pays où le mouvement ouvrier est dominé par les organisations social-démocrates (Allemagne, Scandinavie, Pays-Bas...), de fortes minorités syndicalistes révolutionnaires existent.

Le **congrès anarchiste international de 1907** constitue une étape importante pour l'évolution théorique du mouvement anarchiste. Le congrès regroupe soixante à quatre-vingt délégués, à titre individuel ou représentants de groupes et fédérations. Un grand nombre de pays sont représentés : Russie et Pologne, France, Grande-Bretagne, Belgique, Hollande, Argentine, États-Unis, Italie, Serbie, Bulgarie, Autriche et Bohême... Le meeting inaugural se déroule en présence d'un millier de personnes qui chantent *L'Internationale*. La presse est là, à l'affût. Ce congrès marque un tournant : il débute avec l'empreinte d'une décennie de déliquescence (on se chicane pour savoir si on doit voter ou non, on tolère les bavardages de quelques individualistes qui ne représentent qu'eux-mêmes...), et se termine par le triomphe des thèses organisationnelles et l'amorce d'un débat percutant sur la question syndicale. La postérité a retenu ce débat sous le nom de « *controverse Monatte-Malatesta* », opposant les arguments de Pierre Monatte, 25 ans à l'époque et animateur de la CGT, et ceux d'Errico Malatesta (1853-1932), compagnon de Bakounine, vétéran de l'AIT. La question centrale est la suivante : l'anarchisme doit-il se fondre totalement dans le syndicalisme, puisque leurs buts et leurs méthodes sont identiques (thèse de Monatte) ? Ou bien les anarchistes doivent-ils, tout en agissant dans le syndicalisme, considérer que ce n'est qu'un des moyens de la révolution, par ailleurs porteur de fortes tendances bureaucratiques et réformistes (thèse de Malatesta) ? La controverse agitera le mouvement pendant longtemps ! Pourtant, Amédée Dunois en proposait déjà un dépassement dans une intervention antérieure, en prenant acte du pluralisme dans le mouvement ouvrier. Pour lui, le rôle des anarchistes, qui pensent être « *la fraction la plus avancée, la plus audacieuse et la plus affranchie, de ce prolétariat militant organisé dans les syndicats, c'est d'être toujours à ses côtés et de combattre, mêlé à lui, lors des mêmes batailles* ». Mais pour peser, les anarchistes doivent se regrouper afin de « *conférer à leur activité syndicale le maximum de force et de continuité* ». Plus ils seront forts, plus « *forts seront aussi les courants d'idées que nous pourrons diriger à travers le mouvement ouvrier* ».

4. L'épreuve de la guerre et la crise de l'anarchisme (1914-1926)

Le mouvement anarchiste et les syndicalistes révolutionnaires connaissent une cuisante défaite en 1914. Alors qu'en 1912 encore la CGT prétendait répondre par la grève générale à une guerre inter-impérialiste, elle reste comme paralysée par la fièvre nationaliste qui s'empare du pays en août 1914. Malgré l'opposition d'une minorité (Pierre Monatte, Alphonse Merrheim) restée fidèle à l'internationalisme prolétarien, la CGT finit même par rejoindre piteusement « l'Union sacrée » : la coalition de toutes les forces de la nation, de l'extrême droite à l'extrême gauche, contre « l'ennemi allemand ».

Face à la guerre, le mouvement ouvrier se divise : que ce soit la CGT, le Parti socialiste-SFIO ou les anarchistes. Malgré la répression de toute expression pacifiste, fin 1914 des anarchistes de toute l'Europe mettent sur pied un appel international qui condamne la guerre. Mais dès l'ouverture des hostilités, quelques personnalités (dont Pierre Kropotkine, Malato, Paul Reclus ou encore Jean Grave) ont rallié la défense de la « Patrie des Lumières » contre l'« agresseur » allemand. La presse bourgeoise en a évidemment fait une grande publicité. En février 1916, c'est sur ces bases bellicistes qu'ils publient un *Manifeste des Seize*. Dès avril 1916, les anarchistes internationalistes leur répondent par un *Manifeste des Trente*, qui réfute leurs thèses avec virulence.

Deuxième événement qui va déstabiliser le mouvement libertaire : la révolution russe de 1917, qui a un retentissement immense, et bouleverse tout le paysage de la gauche européenne. C'est en effet la première fois qu'une révolution prolétarienne réussit ! D'où le prestige croissant des révolutionnaires se réclamant de Lénine et de ses conceptions. La IIIe Internationale, fondée en mars 1919, espère se bâtir sur les ruines à la fois du mouvement socialiste et du syndicalisme révolutionnaire. En France, la majorité du Parti socialiste décide d'adhérer la nouvelle Internationale et devient donc la « Section française de l'Internationale communiste » : le PCF. Le jeune parti hérite ainsi d'une partie de l'appareil politique du Parti socialiste (ses locaux, son quotidien *L'Humanité*, des députés...). Mais il va surtout bénéficier de l'expérience de bon nombre de militants syndicalistes révolutionnaires (Pierre Monatte, Alfred Rosmer, Gaston Monmousseau, Pierre Sémard, Benoît Frachon...), qui adhèrent au nouveau parti. Ce sont eux qui vont véritablement former son armature ouvrière.

Le jeune et fougueux PCF gagne du terrain ; les anarchistes reculent. Communistes et anarchistes se coalisent néanmoins pour reprendre les rênes de la CGT, tenue depuis 1909 par Léon Jouhaux, ancien anarchiste devenu réformiste. Mais plutôt que de perdre la majorité de la CGT, les réformistes provoquent une scission, en 1921. Anarchistes et communistes créent alors la CGT unitaire (CGTU). Mais, poursuivant leur déclin, les anarchistes sont également écartés de la direction de la CGTU, dont la commission administrative provisoire réunissait, au départ, les deux tendances à égalité. Finalement, une partie des anarchistes essaie en 1926 de lancer une troisième confédération : ce sera la CGT syndicaliste révolutionnaire (CGT-SR), qui restera squelettique.

5. La querelle « Plate-formistes » et « synthésistes » (1926-1939)

Au début des années 1920, le mouvement anarchiste français est donc gravement en crise. Il a perdu son ascendant sur la CGT, puis sur la CGTU, et bon nombre de ses militants ont rallié le PCF. L'ampleur de ses échecs lui a néanmoins fait gagner en maturité, et il parvient enfin à accoucher d'une organisation : l'Union anarchiste (UA). Sous différents noms et différentes formes, mais toujours dotée de son hebdomadaire *Le Libertaire* (qui sera même quotidien entre 1923 et 1925), l'UA sera l'organisation anarchiste de référence jusqu'en 1939.

Dans les années 20 toujours, arrivent en France quelques anarchistes russes ayant fui la persécution bolchevik. Il s'agit notamment de Piotr Archinov, Nestor Makhno et de leurs compagnons rescapés de la révolution libertaire en Ukraine. Ils constituent bientôt le groupe des anarchistes russes à l'étranger et sa revue *Diélo Trouda (La Cause du Travail)*. Les militants du *Diélo Trouda* tirent un constat sévère de l'échec des anarchistes en Russie. Piotr Archinov écrit dans *Les Deux Octobre* : « Aucune théorie politico-sociale n'aurait pu se fondre aussi harmonieusement avec l'esprit et l'orientation de la révolution. Les interventions d'orateurs anarchistes en 1917 étaient écoutées avec une confiance et une attention rare par les travailleurs. Mais, dit-il, il aurait pu sembler que l'union du potentiel révolutionnaire des ouvriers et des paysans, et de la puissance idéologique et tactique de l'anarchisme, représenterait une force à laquelle rien n'aurait pu s'opposer. Malheureusement, cette fusion n'eut pas lieu. Des anarchistes isolés menèrent parfois une activité révolutionnaire intense au sein des travailleurs, mais il n'y eut pas d'organisation anarchiste de grande ampleur pour mener des actions plus suivies et coordonnées (en dehors de la Confédération du Nabat et de la Makhnovchtchina en Ukraine). Seule une telle organisation aurait pu lier idéologiquement les anarchistes et les millions de travailleurs. »

Malheureusement, dit encore Archinov, les anarchistes se bornèrent pour la plupart à des activités limitées de petits groupes, ils ne sortirent pas de leur coquille groupusculaire, « au lieu de s'orienter vers des actions et des mots d'ordre politiques de masse ». Ils préférèrent « se noyer dans la mer de leurs querelles intestines » et ne tentèrent pas une seule fois « de poser et de résoudre le problème d'une politique et d'une tactique communes de l'anarchisme ». « Par cette carence, ils se condamnèrent à l'inaction et à la stérilité pendant les moments les plus importants de la Révolution sociale ».

Les causes de cet état catastrophique résident dans l'éparpillement du mouvement, la désorganisation, l'absence d'une tactique collective qui ont presque toujours « été érigés en principes chez les anarchistes ». Cette expérience tragique a « mené les masses laborieuses à la défaite ». Les masses sont instinctivement attirées par l'anarchisme, « mais elles n'oeuvreront avec le mouvement anarchiste que lorsqu'elles seront convaincues de sa cohérence théorique et organisationnelle. »

Le groupe du *Diélo Trouda* en déduit que, si les libertaires veulent peser politiquement, il leur faut sérieusement s'organiser en une solide formation révolutionnaire. Ils rédigent en 1926 un exposé de leurs thèses intitulé la « *Plate-forme organisationnelle des communistes libertaires* » (également appelée *Plate-forme d'Archinov*), qui va faire grand bruit. Il s'agit là d'une étape décisive dans la constitution du courant communiste libertaire.

La Plate-forme est composée de trois parties : 1) une « partie générale » théorique sur le capitalisme, la lutte des classes, la conception de la révolution ; 2) une « partie constructive », sur le projet communiste libertaire ; 3) une « partie organisationnelle ». La partie organisationnelle décline quatre « principes fondamentaux » pour une organisation anarchiste : « 1. L'unité théorique ; 2. L'unité tactique ; 3. La responsabilité collective ; 4. Le fédéralisme. »

Que signifient ces quatre principes ? La conséquence concrète de « l'unité théorique » est le rejet sans appel du confusionnisme, et notamment des théories individualistes, anti-lutte de classe, anti-organisationnelles, qui ont tant affaibli le mouvement anarchiste. Avec « l'unité tactique », les rédacteurs affirment que les différents militants et groupes de l'organisation doivent agir de concert, suivant une tactique commune, et non pas isolément, de façon contradictoire. Avec la « responsabilité collective », les rédacteurs du *Diélo Trouda* veulent que le mouvement anarchiste se donne des orientations débattues et décidées collectivement, plutôt que d'être tributaire des choix politiques de quelques « personnalités ». Pour finir, le « fédéralisme » délimite les responsabilités des groupes et des instances qui formeraient une organisation anarchiste.

La Plate-forme dérange justement les « personnalités » du mouvement (dont Sébastien Faure en France et Errico Malatesta en Italie), qui s'y opposent en rédigeant une « réponse à la plate-forme ». Cette réponse avance une théorie sur l'organisation des anarchistes, qui va prendre pour nom la « synthèse anarchiste ». Leur thèse, opposée aux « plate-formistes », est que le mouvement libertaire est divisé en trois courants : communiste libertaire, anarcho-sindicaliste et individualiste. Le rôle de l'organisation libertaire serait de rassembler la « grande famille libertaire » dont les trois courants seraient complémentaires. Le synthésisme s'oppose donc à l'unité théorique (en prétendant rassembler par exemple les communistes libertaires et les anars anti-lutte de classe). Par conséquent il s'oppose également à l'unité tactique. Mais il s'oppose aussi à la responsabilité collective, vue comme de la « discipline de caserne » (!). Seul le fédéralisme est partagé avec la Plate-forme.

Synthésisme et plate-formisme ne cesseront de faire débat pendant des décennies. Ainsi, 80 ans après, et même si AL ne se revendique pas formellement de la « Plate-forme d'Archinov », assez datée historiquement, notre organisation est une héritière du courant plate-formiste, alors que la FA est officiellement synthésiste.

Le mouvement libertaire français des années 30 (UA et CGT-SR notamment) s'engage fortement dans le soutien à la révolution espagnole et dans les grèves de juin 1936. L'Union anarchiste est cependant minée par la querelle entre plate-formistes et synthétistes, et la guerre de 1939-1945 désagrège totalement l'UA et la CGT-SR. Chaque militant est renvoyé à la « débrouillardise individuelle » qui pour désertier, qui pour s'insoumettre, qui pour aller au front. Durant l'Occupation, les anarchistes français participeront relativement peu à la Résistance (à l'exception des anarchistes espagnols réfugiés en France), et – à l'instar des socialistes et des communistes – on en trouvera quelques uns pour collaborer avec Vichy.

5. L'époque contemporaine (depuis 1945)

En 1945 se reconstitue une organisation libertaire, la Fédération Anarchiste, sur des bases synthésistes, avec pour organe *Le Libertaire* hebdomadaire, qui tire bientôt à des dizaines de milliers d'exemplaires. Fin 1946 se constitue également la CNT française, lancée par des anciens de la CGT-SR d'un côté, de la CNT espagnole de l'autre. Mais la CNT n'aura d'existence réelle qu'entre 1946 et 1950, elle sombre ensuite totalement, et ne renaîtra qu'à la fin des années 80. Si durant cette période elle se classe nettement dans les champs anarchiste, elle s'efforce depuis les années 90 de se classer exclusivement dans le champs syndical, ce qui fait qu'on n'en parlera guère ici, mais dans le cahier de formation sur le syndicalisme.

La FA, elle, est très dynamique, mais parfois paralysée par les querelles entre individualistes et communistes libertaires. Dès 1945-46, les individualistes ont formé une fraction qui, dans les congrès, fait bloc pour contrer l'évolution de la FA vers des positions nettement « lutte de classe ». Cette situation excède une partie des communistes libertaires qui, regroupés autour du secrétaire général de la FA, **Georges Fontenis**, portent toute l'animation politique de l'organisation. À leur tour, en 1950, ils constituent une fraction nommée Organisation Pensée Bataille (OPB) qui se fixe pour but de battre les individualistes et de faire de la FA une véritable organisation révolutionnaire. La lutte de fractions tourne rapidement à l'avantage des communistes libertaires, plus nombreux, plus jeunes et plus déterminés. Lors de son congrès de 1953, la majorité de la FA vote donc l'adoption du plate-formisme, et se rebaptise bientôt Fédération communiste libertaire (FCL). Mais la bataille a été « sanglante ». Les individualistes, ainsi que quelques communistes libertaires autour de Maurice Joyeux (1910-1991) décident de reconstituer une organisation synthésiste : la Fédération anarchiste francophone (FAF), avec pour mensuel *Le Monde libertaire*. Mais les individualistes sont omniprésents dans la nouvelle FA et lui imposent un fonctionnement aussi inédit qu'absurde, reposant sur l'unanimité (chaque membre de la FA dispose d'un droit de veto sur toute orientation de la FA). L'unanimité interdit toute prise de position collective, bloque toute évolution possible et entraînera scission sur scission dans la FA. Il perdure jusqu'à nos jours, puisque pour abolir la règle de l'unanimité, il faudrait... l'unanimité !

De son côté la FCL, entame son redéploiement sur des bases neuves. Elle édite le *Manifeste communiste libertaire* qui, aujourd'hui encore, est un texte de référence qui a servi de base à la renaissance du mouvement en Amérique du Nord, du Sud, et dans les pays de l'Est. Mais l'essor de la FCL sera brisé par l'État français. Engagée à fonds dans le soutien aux indépendantistes algériens, disparaîtra sous les coups de la répression d'État courant 1957.

Jusqu'en 1968, aucune organisation communiste libertaire d'importance ne verra le jour.

En 1967 se constitue au sein de la FA une tendance nommée Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA), se réclamant du plate-formisme, et animée par Maurice Fayolle. Considérant l'immobilisme de la FA durant les événements de Mai 68, l'ORA devient autonome en 1969, avec pour organe le mensuel *Front libertaire des luttes de classes* (dit *Front libertaire*). Mais hormis son caractère très combatif, l'ORA n'a pas vraiment de ligne stratégique ; son verbalisme radical camoufle une certaine confusion politique. C'est après les grands mouvements de grève de 1974 que va se constituer au sein de l'ORA une tendance intitulée « Union des travailleurs communistes libertaires » (UTCL).

Animée par une dizaine de jeunes militants ouvriers – son noyau dur est formé par l'équipe du *Postier affranchi*, le bulletin PTT de l'ORA –, l'UTCL critique les dérives ultra-gauche de l'ORA (ses tendances antisindicalistes notamment). La tendance UTCL met au contraire l'accent sur l'implantation en entreprise et le syndicalisme révolutionnaire. Au congrès d'Orléans en

1976, la tendance UTCL est exclue et la majorité de l'ORA se mue en Organisation communiste libertaire (OCL), qui périlitera assez rapidement du fait de son isolement ultra-gauche. L'UTCL publiera un mensuel, *Tout le Pouvoir aux Travailleurs*, puis *Lutter!* en 1982. Très concentrée sur l'action syndicaliste, l'UTCL attirera des personnalités influentes telles que Georges Fontenis et Daniel Guérin (1904-1988).

Au fil des ans, l'UTCL va incarner un véritable courant politico-syndical, notamment dans la gauche CFDT. Un courant dont l'action, la réflexion, les pratiques, porteront leurs fruits dans les recompositions syndicales des années 90, avec notamment l'émergence du syndicalisme SUD. Mais l'UTCL ne se résumera pas à un travail syndicaliste révolutionnaire « souterrain ». Elle entamera également un travail d'actualisation théorique, qui prendra la forme du *Projet communiste libertaire*, édité en 1986 après trois ans de travail collectif.

En 1986, dans la foulée des luttes antiracistes de 1984 et du mouvement étudiant de 1986 se constitue le Collectif jeunes libertaires, qui s'alignera majoritairement sur l'UTCL.

Arrive la fin des années 1980, la chute du mur de Berlin, et la fin d'un monde bipolaire. L'UTCL et le CJL font le pari d'une recomposition de la gauche libertaire, et lancent un « Appel pour une alternative libertaire » à l'ensemble du mouvement libertaire et au-delà, pour débattre de la création d'une nouvelle organisation unitaire. Les comités se rassemblant autour de l'Appel s'appelleront « Collectifs pour une alternative libertaire » (CAL), et c'est du congrès de ces CAL en 1991 à Toulouse que naîtra Alternative libertaire. L'« Appel pour une Alternative libertaire » fut un relatif échec dans la mesure où l'essentiel des membres des CAL étaient issus de l'UTCL et du CJL, ainsi que de quelques indépendants ; la FA et l'OCL, pour ne citer qu'elles, n'ayant pas fait le choix d'un dépassement de leurs propres structures.

6. Alternative libertaire aujourd'hui

Alternative libertaire se situe dans la continuité historique de ces militants qui ont toujours préféré l'action dans la réalité vivante, mouvante – et contradictoire – du mouvement social et ouvrier, à la sclérose doctrinale et au « folklore anar ». Cette culture politique, c'est le fil rouge qui relie les militant(e)s de l'AIT fédéraliste, les syndicalistes révolutionnaires d'avant 1914, les plate-formistes de 1926, la FCL de 1953, l'UTCL de 1976... pour parvenir jusqu'à Alternative libertaire, qui en revendique l'héritage. Dans des contextes politiques et sociaux différents, l'expérience de ces militant(e)s, leur attitude, leur conduite, leurs erreurs, sont pour nous riches d'enseignement.

Pour finir sur AL elle-même.

L'organisation a peu progressé dans une première période, de 1991 à 2000, en subissant un véritable ostracisme de la part du reste du mouvement libertaire. Se faire traiter d'« anarcho-trotskiste » ou d'« anarcho-bolchevik » a été monnaie courante à une époque pour AL. Cette haine correspondait en partie à des enjeux symboliques, notamment venant d'une FA qui considérait avoir le monopole sur le label anarchiste. Mais cela correspondait aussi à une dépolitisation du « milieu » anar, qui ne connaissait même pas sa propre histoire (ainsi, par exemple, militer dans un syndicat pouvait être vu comme de « l'entrisme » ou du « réformisme »...). Cet ostracisme ne commencera à disparaître qu'avec le rapprochement d'AL et de la FA à partir de 2001, puis les projets menés en commun, comme l'opposition au G8 d'Évian, ou encore l'organisation du Forum social libertaire en novembre 2003. Aujourd'hui le sectarisme n'a pas disparu, mais il est principalement le fait de quelques individus désarmés par l'explosion de la FA en 2002-2004, et qui se replient sur la défense inconditionnelle de la boutique. Plus nombreux sont les militant(e)s de la FA avec lesquels une coopération est possible (idem pour No Pasaran).

À partir de 1991, les militant(e)s AL vont être de tous les combats : lutte contre la guerre du Golfe, lutte des mal-logés avec la constitution du Droit au logement (DAL) en 1990, organisation des chômeur(se)s avec la constitution d'AC! en 1994, les Marches européennes contre le chômage en 1997 et 1999, la lutte antifasciste avec la constitution de Ras l'front en 1995... Tout cela en poursuivant le travail en entreprises et dans le syndicalisme inauguré par l'UTCL : ainsi l'AL sera-t-elle à fond dans les grèves de décembre 95, puis dans la construction des syndicats SUD qui les suivront, et de façon plus organisée dans les grèves du printemps 2003. Dans la jeunesse, les militant(e)s d'AL ne seront pas en reste non plus, suivant en cela la pratique du CJL : contre le Smic-Jeunes et la révision de la loi Falloux en 1994, toutes les grèves étudiantes depuis 1995 et le mouvement lycéen de 2005. Enfin, les militant(e)s d'AL participeront à la plupart des contre-sommets altermondialistes (Seattle 1999, Prague et Nice 2000, Göteborg, Gênes et Bruxelles 2001, Séville 2002, Évian 2003).

À chaque fois, cet investissement dans les luttes s'est accompagné de réflexions et de débats sur les orientations et les pratiques défendues par les militant(e)s d'AL dans ces combats.

Mais le principal enjeu pour AL a été d'inventer un modèle militant que n'avaient pas su produire la FA, ni l'UTCL, ni la CNT : un modèle qui concilie à la fois l'investissement dans les mouvements sociaux larges, et la construction d'un courant politique propre. Durant une première période 1991-2000, AL n'a pas vraiment réussi ce pari. Les militant(e)s d'AL se sont souvent « dilués » dans les mouvements sociaux, en étant de tous les combats, mais sans chercher à construire l'organisation. Du coup, une bonne partie du travail souterrain mené par AL profitait aux organisations qui, elles, faisaient de leur propre développement une priorité (LCR, FA, etc.).

Au congrès de juin 2000, AL a donc décidé d'un « tournant vers la visibilité » : ouverture d'un site Web, passage du mensuel en distribution publique, ouverture de locaux publics, sortie d'un tract national mensuel... En sortant de l'invisibilité, AL a commencé à se développer, et à créer de nouvelles implantations. On s'est également aperçu que c'est en « faisant ses preuves » en tant qu'orga politique, qu'AL a le plus attiré de militant(e)s des mouvements sociaux, qui jusque là ne voyaient pas l'intérêt d'appartenir à une organisation qui ne leur apportait pas un « plus » (à part de la réflexion) par rapport à leur engagement dans le mouvement social.

En quelques années, Alternative libertaire est donc devenue une organisation de référence dans le mouvement libertaire et l'extrême gauche française, dotée d'une audience non négligeable dans les mouvements sociaux et syndicaux où nombre de ses militant(e)s jouent un rôle actif. C'est un grand progrès, même si nous sommes encore loin du projet initial d'Alternative libertaire, qui est de construire une organisation communiste libertaire fortement implantée et écoutée.

Pour aller plus loin, une bibliographie

Sur l'anarchisme, mieux vaut éviter les *Que Sais-je ?* ... Le premier, rédigé par le « docteur ès lettres » Henri Arvon, et intitulé « L'Anarchisme » est d'une médiocrité affligeante. Arvon, notamment, y fait la part belle au folklore de rigueur, assez vendeur par ailleurs, et s'efforce de démontrer que l'anarchisme est un courant politique archaïque mais pittoresque.

Moins poussièreux, mais guère plus en phase avec la réalité du mouvement, mieux vaut également éviter le *Que sais-je ?* « L'Anarchisme en Europe » de Gaetano Manfredonia, paru en 2001, davantage préoccupé des questions « identitaires » liées au « moi » des anarchistes qu'à leur impact dans la société et les mouvements sociaux..

1) Sur la période allant des débuts à 1945 :

Jean Maïtron, Histoire du mouvement anarchiste en France, tomes I et II, Gallimard

Une monumentale étude universitaire, une référence incontournable quoique assez policée. En revanche l'étude, éditée en 1955, devient assez approximative pour la période postérieure à 1945.

Daniel Guérin, Ni Dieu ni maître, anthologie de l'anarchisme, La Découverte

En quatre volumes (chez Maspero, assemblées en deux volumes chez La Découverte), Daniel Guérin nous ramène au textes fondamentaux de l'anarchisme, ses théoriciens mais aussi ses épreuves historiques (la guerre de 14-18, les révolutions russe et espagnole notamment).

Alexandre Skirda, Autonomie individuelle et force collective, Auto-édition 1987

Très vivant. À travers une thématique (« Les anarchistes et l'organisation de Proudhon à nos jours »), le livre brosse un vaste historique de l'anarchisme, d'un point de vue communiste libertaire (l'auteur a été militant du MCL dans les années 70). Le livre associe une riche recherche documentaire et un vrai talent d'écriture, dans un style assez jouissif.

2) Sur la période des années 1918-1924

Incevables anarchistes volume 4 : L'Empire contre-attaque

La Fédération anarchiste a édité une série de brochures historiques dont certaines très intéressantes. Celle-ci, sur la crise de l'anarchisme après la révolution de 1917, compile des textes de militant(e)s de l'époque, qui recèlent quelques perles.

3) Sur la période des années 40-50 :

Georges Fontenis, Changer le Monde, coédition AL/Le Coquelicot

L'excellent livre de Georges Fontenis revient sur les épisodes qui ont fait couler tant d'encre, de l'OPB et de la FCL. Le livre a ceci de passionnant qu'il est très richement documenté et appuyé sur les articles du *Libertaire* et les bulletins intérieurs de la FA puis de la FCL. Il s'agit d'un point de vue, mais solidement argumenté et charpenté.

Maurice Joyeux, Sous les plis du drapeau noir tome 2, souvenirs d'un anarchiste, édition du Monde libertaire

Dans un genre moins politique et plus personnel, le livre de Maurice Joyeux (adversaire de Fontenis dans les années 50) apporte quelques éléments intéressants, notamment sur la naissance de la CNT française.

4) Sur la période des années 60-70 :

Roland Biard, Histoire du mouvement anarchiste 1945-1975, éditions Galilée

Si le livre de Roland Biard est peu fiable sur la période des années 50, il est en revanche fort bien documenté sur la période suivante (Biard était militant de l'ORA dans les années 70). C'est actuellement le seul livre qui consacre un chapitre instructif sur l'ORA.

Pour s'y retrouver dans l'historique des organisations libertaires depuis 1945

Une généalogie simplifiée

Un organigramme généalogique des organisations libertaires depuis 1945 serait trop complexe pour la version papier de ce cahier (il existera pour la version PDF). Nous nous sommes donc contentés dans ce Cahier, d'une généalogie simplifiée, partant des organisations existantes et remontant à leurs racines. Abstraction a donc été faite des organisations disparues « sans postérité ». Les organisations « secondaires » apparaissent dans un corps plus maigre.

Nous avons volontairement laissé la CNT en-dehors de cet organigramme. La CNT, surtout depuis 1995, s'efforce de se situer sur l'échiquier syndical, et non plus sur l'échiquier libertaire. Nous en parlerons donc dans le *Cahier de formation* consacré au syndicalisme

Une liste des sigles :

Là encore, on a mis en gras les organisations ayant un minimum de surface et ayant marqué le mouvement libertaire.

- AL** : Alternative libertaire (communiste libertaire, dans la lignée du plate-formisme)
- CGA** : Coordination des groupes anarchistes (communiste libertaire)
- CJL** : Collectif jeunes libertaires (très proche de l'UTCL)
- FA** : Fédération anarchiste (synthésiste)
- FAF** : Fédération anarchiste francophone (synthésiste)
- FCL** : Fédération communiste libertaire (plate-formiste)
- No Pa** : No Pasaran (antifasciste libertaire)
- OCA** : Organisation combat anarchiste (évoluant vers le plate-formisme)
- OCL** : Organisation communiste libertaire (plate-formiste, évoluant vers l'ultra-gauche)
- OLS** : Offensive libertaire et sociale (« libertaire »)
- ORA** : Organisation révolutionnaire anarchiste (plate-formiste et gauchiste)
- UTCL** : Union des travailleurs communistes libertaires (plate-formiste)

généalogie simplifiée des organisations libertaires actuelles

